

Délibération n° 2020-12-03/13

Objet : Adoption du référentiel M57 pour les expérimentateurs de la vague 2 du compte financier unique (CFU)

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 3 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le jeudi trois décembre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 27 novembre 2020, s'est réuni à 19 h, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guilhaume, dans le respect des règles de sécurité sanitaires et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance a été publique.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 27

Secrétaire de séance : Laurie BELTRA

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Bernadette CONTE-ARRANZ - Xavier MIRAULT
Christiane PISTRE - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI
Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Patricia NIVASSE
Pascale MARCHAL - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Laurie BELTRA
Philippe CATTIN-VIDAL - Laurent CHAMARD-BOIS - Isabelle GIANIEL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST.

Absente excusée : Colette MORETEAU pouvoir à Christiane PISTRE - Véronique CHIREUX pouvoir à Isabelle GIANIEL.

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Marc Pellet, adjoint délégué aux finances, à la commande publique et au contrôle de gestion, rapporte :

Vu l'article 242 de la loi 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 ;

Vu l'arrêté fixant le cadre du compte financier unique expérimental en vigueur, fondé sur le référentiel M57 ainsi que, le cas échéant, le cadre de compte financier unique expérimental fondé sur le référentiel M4, à partir des comptes de l'exercice 2021 ;

Vu l'arrêté du 13 décembre 2019 fixant la liste des collectivités territoriales et des groupements admis à expérimenter le compte financier unique ;
Vu la délibération du 4 février 2020 autorisant la commune à signer la convention avec l'Etat sur l'expérimentation du CFU ;
Vu la convention en date du 16 juin 2020 signée entre la commune de Pérols et l'Etat ;
Sous réserve de la modification de l'article 242 de la loi 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 par la prochaine loi de finances ;

La commune de Pérols a souhaité faire partie des collectivités locales expérimentatrices du compte financier unique (CFU) qui se substituera au compte administratif et au compte de gestion à partir de 2021 et a été retenue en vague 2 de l'expérimentation (arrêté du 13 décembre 2019 – annexe 2).

A cet effet l'exécutif de la collectivité a été habilité par délibération du Conseil municipal pour signer la convention avec l'Etat sur les conditions de mise en œuvre et de suivi de l'expérimentation du CFU. Parmi ces conditions, figure l'adoption du référentiel M57 au plus tard pour le premier exercice d'expérimentation du CFU qui était prévu en 2021.

En raison de la pandémie de COVID-19, l'expérimentation du Compte Financier Unique a été décalée d'un an, soit en 2022. Toutefois, les collectivités expérimentatrices de la vague 2 qui ont plus de 3 500 habitants peuvent adopter le référentiel budgétaire et comptable M57 dès l'exercice 2021 si elles le souhaitent. Dans le cas contraire, conformément à la demande du préfet de l'Hérault dans son courrier du 17 septembre 2020, une délibération est nécessaire pour décaler le passage en M57, en 2022.

Considérant qu'il n'y a pas d'intérêt à dissocier l'expérimentation sur le CFU de 2022 de la mise en place du référentiel M57,

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Décider de décaler le passage en M57 en 2022, pour respecter le parallélisme des formes.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 3 décembre 2020
Le Maire
Jean-Pierre RICO

